# Assises du Climat- session 7

## « Présentation des quotas carbone égalitaires »

Intervenants :

* Armel Prieur ( Compte Carbone )
* Mathilde Szuba ( Sciences Po Lille
* Michel Cucchi ( Directeur d’Hôpital )
* Vianney Languille ( The Shifters )
* Christophe Huchede ( Carbomètre )
* Frederic Menard ( Agir pour le Climat )
* Jean Luc Fessard ( Restaurants Bas Carbone Bon pour le Climat )
* Pherson Leyck ( spécialiste des monnaies locales )

## Introduction : Pierre Calame

Cette séance va assurer la Continuité des séances précédentes mais aussi la Rupture car on va parler de rationnement par la demande, jamais mise en œuvre à une échelle nationale à longue durée ce qui suppose une vraie rupture par rapport au monde économique actuel.

Actuellement on vit une incohérence entre une Rupture nécessaire ( passer de 10 à 2T d’émissions par personne ) et la Continuité du monde économique actuel.

On peut malgré tout constater qu’une dynamique se met en place et la pérenniser supposera de nouveau 4 niveaux de Rupture

1

Quand l’économie perd son O, au 16eme on parlait d’Oeconomie et ce jusqu’en 1750 prémices de l’ère industrielle

Aujourd’hui il faut Réintroduire le O dans le terme Oeconomie pour assurer le bien être personnel et pas seulement matériel, la racine Oïkos voulant dire maison. L’Oeconomie nous enseigne de gérer la rareté qui est bien la préoccupation actuelle.

2

Il faudra trouver un régime de gouvernance conforme à la nature des problématiques que l’on veut traiter. Obtenir la prospérité par ce qui se multiplie en se partageant.

3

On ne peut conduire avec frein et accélérateur sur la même pédale

Hors la monnaie régit à la fois la croissance économique et la décroissance nécessaire des énergies fossiles. C’est totalement incompatible et il faut séparer les euros du carbone.

4

Les émissions territoriales représentent les sources ( entreprises, citoyens , établissements public, … ) ce qui mène au rationnement de l’offre si l’on veut les diminuer

L’Empreinte carbone représente comment l’on émet, ce qui mène au rationnement de la demande si l’on veut la réduire.

Pierre nous soumet Quelques aphorismes pour lancer le débat

## Armel Prieur

Armel présente la liste historique des soutiens au compte carbone, puis rapidement le compte carbone lui-même basé sur une réduction annuelle du quota carbone individuel . La réduction est fixée à 6% pour démarrer, c’est-à-dire qu’une agence centrale affecterait le 1er janvier à chaque français un quota de 94% de l’année précédente.

Armel présente et anime ensuite les intervenants sur les différentes questions du cahier des charges de Pierre Calame présenté lors des différentes sessions : A-garantie annuelle de résultat, B-empreinte totale, C-justice sociale et D-mobilisation de tous, qui seront les critères du sondage.

À la question de résister aux lobbies, il faut une structure robuste avec des règles simples, c’est elle qui doterait les comptes : elle peut résister aux pressions si elle est paritaire. Michel Cucchi anime un travail en ce sens (voir pdf en ligne)

## Michel Cucchi

Nous présente le sujet «  comment contenir les intérêts »

Pour ce faire il est impératif de changer la nature de l’État qui prend les décisions structurantes et d’avoir

1. un état fort : qui entend, écoute les citoyens et comprend leur paroles et les transforme en actes cohérents
2. un état impartial et intègre
3. un état capable de changer les représentations et infrastructures

Ceci se décline selon plusieurs directions

* Une puissance publique influencée prioritairement par les avoirs communs
* Une gouvernance multi partite
* Des agents publics loyaux et formés aux nouveaux enjeux
* L’intégration de dispositifs assurant l’intégrité de la décision publique
* Le Renforcement très significatif de l’investissement public

Michel propose également d’inscrire le compte carbone dans l’agenda 2030 de l’ONU

À la question A-c pour quelle capacité à résister aux alternances politiques, Armel rappelle que toutes alternances changent des regles de taxes ou de baremes mais qu’ici le contenu carbone est une information (d’ailleurs mondialement normalisée par ISO 14067) qui ne peut que résister aux changements politiques.
Mais avant la mise en place il serait sain de conduire un référendum de validation.

## Vianney Languille

Présentation de l’association des Shifters partie prenante du Shift Project créé par JM.JANCOVICI

Son groupe de travail s’insère dans cette association et s’intéresse à la faisabilité exploratoire du compte carbone.

Il s’agit d’analyser les risques et lister les écueils sous jacents à la mise en place

Le groupe se compose de 60 volontaires organisés en 8 groupes de travail.

|  |
| --- |
| *Etiquetage Carbone* |
| *Agence Carbone* |
| *Paiements en carbone* |
| *Lobbying, communication grand public et associations* |
| *Gestion des importations* |
| *acceptabilité politique et sociale* |
| *Comptes Carbone* |

Les questions importantes en réflexion actuelle sont

* A quelle échelle le dispositif serait le plus efficace : union européenne, pays par pays
* Quelle doit être la démarche temporelle de mise en place du compte carbone

Retour à la salle, Armel demande si le périmètre de comptabilité nationale n’est pas un avantage pour démarrer nationalement ? mais alors il faudrait démarrer dans plusieurs pays simultanément pour ne pas créer de crispation anti-français comme cela a été le cas sur le TCE ?

**Question A-e : faudrait-il une année de test ?**

Armel précise qu’il y a débat parmi tous les militants, et dit préférer une « année sans sanction » car le comptage est essentiel, c’est peut-être même ce qui changera vraiment les comportements d’avoir le réflexe de prendre en compte les contenus carbone de tous nos actes. C’est l’occasion de passer la parole au créateur du [www.carbometre.com](http://www.carbometre.com) :

**Christophe Huchedé**

Christophe nous présente comment mettre en place le comptage carbone à partir de l’outil carbomètre développé en synergie avec le compte carbone pour établir un bilan personnel ou professionnel d’émissions de GES.

Cet outil existe sur site web et appli smartphone

Il est basé sur les facteurs d’émissions de la base carbone de l’Ademe. Il est plus détaillé encore dans la feuille de calcul disponible sur <https://s.42l.fr/Feuille-carbometre> où sont précisées les durées de vie des biens d’équipement dont la charge carbone doit être étalée dans le temps, et les degrés d’incertitude bien compréhensibles sur certains postes.

Ces degrés d’incertitude ne pourront être traités (pour plus de précision dans les contenus) que par l’itération entre les entreprises que générera le compte carbone.

On aborde alors le second des 4 critères essentiels, la prise en compte de toutes les émissions. 1ère question : connait-on dans tous les États de l’UE l’ensemble des émissions locales et importées comme dans le cas de la France ?

Le Haut Conseil pour le Climat en publie l’évaluation dans son rapport d’octobre 2020 :


Les disparités sont marquées et la France apparait à 2t de moins que la moyenne européenne. Il est ainsi difficile de traiter toute l’Europe dans le même compte carbone et peut-être faudrait-il quelques pays qui montrent la voie avant généralisation ?

2nde question, comment rendre les entreprises comptables de leur responsabilité carbone : nous verrons jeudi prochain les experts-comptables recommander un registre carbone dans les entreprises et les administrations. Nous avons aujourd’hui le témoignage du groupement [www.bonpourleclimat.org](http://www.bonpourleclimat.org) par son président Jean-Luc Fessard :

## Jean Luc Fessard

A fait partie des fondateurs des amis de la Terre dans les années 1970

Présentation de l’association « Bon pour le Climat » des restaurants bas carbone crée en 2014

L’alimentation pèse pour ¼ des émissions.

L’association cherche à mobiliser les chefs de cuisine avec un outil pour agir sur le contenu carbone de leur recettes et en leur fixant 4 règles principales

* Une alimentation bonne pour motiver le consommateur
* Une alimentation qui privilégie le végétal : actuellement 2/3 carné pour 1/3 végétal dans les menus français, à inverser
* Une alimentation qui respecte les saisons : donc produits moins chers
* Une alimentation à partir d’un approvisionnement local : ce qui favorise une agriculture plus écoresponsable

Enfin Jean Luc présente la notion introduite dans l’outil pour Intégrer les émissions des différents GES, pas seulement le CO2 car le méthane et le protoxyde d’azote produits par l’agriculture industrielle sont responsables de 25% des gaz à effet de serre.

Dans le 3ème groupe de critères sur découplage et justice sociale, se pose d’abord la question de double monnaie et des moyens pratiques de transfert de points carbone.

Selon l’entreprise PayLead les cartes bancaires peuvent contenir toute l’info souhaitée, il en va de même avec les monnaies locales électroniques rassemblées dans les fédérations comme SOL :

## Pherson Leyck

Spécialiste des monnaies locales, il présente quels critères prendre en compte pour créer une monnaie carbone afin de soutenir le compte carbone. Toutes les monnaies locales électroniques passent actuellement par smartphone.

La 2nde question sur les efforts demandés à tous et les disparités observées :

**Mathilde Szuba**

Nous parle de la justice sociale, point crucial selon elle de la réussite de tout système à obligation de résultat.

Elle voit 3 conditions préalables au respect de la justice sociale

* Respecter l’Intégrité environnementale, inscrire le projet dans les limites écologiques
* Déterminer un budget carbone national ensuite réparti entre toutes les personnes
* Chaque personne reçoit une déclinaison locale d’un objectif mondial de budget carbone à respecter

Les craintes qui apparaissent à partir de là c’est d’augmenter ce que l’on appelle la précarité énergétique. Les économistes conviennent que la précarité énergétique est atteinte à partir de 10% de son budget consacré à l’énergie.

La précarité énergétique est un phénomène réel mais trompeur car le rationnement carbone augmente davantage la pression sur les plus aisés notamment en ce qui concerne le domaine de la mobilité ( cf les études sur les émissions par quintile ).

Il faudrait régler ce problème d’inégalité en même temps que la mise en place d’un rationnement carbone. Ce sera un changement de paradigme dans nos sociétés.

En effet ceux qui bénéficient aujourd'hui des plus hauts revenus et patrimoines seront les plus pénalisés par un système de quota, car la richesse est l'indicateur le plus prédictif des émissions de GES d'une personne. Une taxe serait indolore pour eux, mais pas un système de quotas.

## Question de protection des données :

Il faut absolument garantir la confidentialité des données, davantage que sur les comptes bancaires qui sont très ouverts. Pour le compte carbone des informaticiens recommandent la technologie End2End, et de toute façon le RGPD est d’application.

5ème question su comment flécher les financements : il faudra trouver un équilibre entre stimulation par le financement et atteinte de résultat par le rationnement distributif. Peut-être l’enchérissement du carbone rendrait plus rentable l’investissement de décarbonation ?

6ème question : y aura-t-il des perdants et comment faciliter ? un point difficile pourrait être le bâtiment, un logement neuf collectif de qualité entraine environ 50 t de CO2é…

## Fréderic Menard

Consultant indépendant sur les produits bas carbone pour le Bâtiment et Président nouvellement élu d’Agir pour le Climat

Il traite de la décarbonation de la construction neuve et des problèmes et questions que présente ce sujet.

Outre le bâtiment, l’automobile et le transport vont faire aussi des mécontents, il faudra le gérer. Les perdants seront d’abord les riches mais ils vont vite s’adapter par leurs moyens d’investissement. Pour les plus modestes, faudrait-il poser une clause de couverture des besoins vitaux sans acheter de surplus ?

## 4ème série de questions sur la mobilisation de tous les acteurs

1. Que prévoir pour la mise en mouvement ? Bien faire comprendre aux consommateurs que ce mécanisme vise d’abord les entreprises et bien faire comprendre aux entreprises que le comptage permet la décarbonation. Peut-être faudrait-il organiser des comités locaux pour convaincre les élus ? Susciter des mouvements simultanés en Italie Belgique Espagne ? Prévoir que la première action nationale au lancement serait un recrutement massif, avec formation, des conseillers et contrôleurs ?
2. Faudrait-il des bourses carbone régionales ? Ce sera le thème de jeudi prochain avec la Présidente de Bourgogne Franche-Comté et les mairies de Lyon Paris et Langouët. L’idée de bourse carbone régionale a été bien accueillie à Toulouse et Bordeaux. Associer le guichet régional de financement climatique ?
3. Quid des services publics ? L’ONG Labos1Point5 rassemblant une centaine de chercheurs a bien travaillé la question. Si chaque français reçoit un relevé mensuel de ses points carbone, il y figurera l’imputation de chaque service public, le total étant évalué par l’ADEME entre 120 et 140 kgCO2é/mois/français sur un quota de 833. Des exemples ? La défense à 35, les hôpitaux à 17, la recherche à 5 ou l’éducation à 14…
L’affichage amène à la réduction ?

La parole est ensuite laissée à la salle

Michel Cucchi intervient de nouveau sur la justice sociale en montrant graphiquement les inégalités très importantes dans l’évolution des émissions lors des 20 dernières années en fonction des niveaux de revenus et de patrimoine.

Bertrand Charrier ouvre la discussion sur le besoin d’enchérir le carbone.

Denis Péchin précise que les classes moyennes sont toujours les plus taxées et qu’il faudra un meilleur équilibre si on veut qu’il n’y ait pas de nouvelle révolte.

Pascal Dagras parle rapidement du projet WikiCarbone qui va être lancé pour développer une base collaborative de type Yuka ou Wikipédia, des empreintes de chaque produit.

## Pierre Calame (Conclusion)

Il faut que l’on apprenne à fonctionner avec une monnaie vectorielle ( la tonne de CO2 ) et il n’y a aucune incapacité à le faire

Il y a une dynamique qui se crée sur le compte carbone et cela impliquera automatiquement chaque citoyen

Il y a aussi un enjeu pour les régions autour des quotas carbone et ce sera le thème de la semaine prochaine : rôle des territoires ( 3 intervenants dont une présidente de région ) et des filières ( angle comptabilité, exemples dans les filières banane ou agro-alimentaire, … )